

# Genève & région

Cinéma: Christophe Cupelin fait revivre le Capitaine Sankara

Page 28

Ce qui unit et différencie les écoliers du Grand Genève

Page 23

OLIVIER VOGELSANG



**Votation du 28 septembre**

# La Ville et l'Etat torpillent la traversée de la rade

**Les Exécutifs communal et cantonal font front commun contre l'initiative de l'UDC**

Marc Moulin

C'est le cadre verdoyant du parc La Grange que le maire de Genève, Sami Kanaan, flanqué de son collègue Rémy Pagani, a choisi pour convier mardi la presse et lui dire tout le mal que le Conseil administratif, «unanime», pense de la traversée de la rade. Il a aussi choisi deux invités de marque - les conseillers d'Etat Luc Barthassat et Antonio Hodgers - pour fustiger avec lui le projet, proposé au peuple par une initiative cantonale de l'UDC le 28 septembre.

«Ce projet génère une illusion, avertit Sami Kanaan. Il va sans doute augmenter les problèmes de trafic qu'il prétend résoudre et allonger les bouchons, ce qui ne peut être que nuisible pour les habitants de cette ville. Pour eux, c'est une très mauvaise affaire. Plus aucune ville digne de ce nom ne lancerait un tel projet en plein centre!»

Magistrat municipal chargé de l'Aménagement, Rémy Pagani rappelle que la Ville pourra réagir, alors que sa population a voté en novembre l'initiative municipale «Sauvons nos parcs», qui sanctuarise les espaces verts entourant la rade. «La traversée de la rade va à l'encontre de ce texte, avance l'élu. En cas de oui le 28 septembre, une concession devra être demandée à la Ville pour franchir son domaine public. Cette décision dépendant d'un vote du Conseil municipal, elle est sujette à référendum!»

**Oukase bernois**

Ministre cantonal des Transports et de l'Environnement, Luc Barthassat note un autre écueil. Outre la cherté du projet, qui menacerait la réalisation d'autres infrastructures, notamment routières, le conseiller d'Etat doute de sa faisabilité: «La traversée passe en plein dans la nappe phréatique, que le CEVA ne fait qu'effleurer, martèle le démocrate-chrétien.



Luc Barthassat, Sami Kanaan, Antonio Hodgers et Rémy Pagani disent tout le mal qu'ils pensent de l'initiative de l'UDC. PAOLO BATTISTON

## La traversée du lac enthousiasme le PLR et le PDC

Les partis démocrate-chrétien et libéral-radical récolteront d'ici à une dizaine de jours des signatures pour une initiative cantonale en faveur d'un contournement autoroutier par le lac. Les assemblées des deux partis ont approuvé lundi soir leur ralliement au texte, également soutenu par la Chambre de commerce (CCIG). Au Grand Conseil, les deux partis avaient plaidé, en vain, pour que ce tracé périphérique devienne un contre-projet à l'initiative UDC pour une traversée urbaine de la rade, située plus en aval et soumise au peuple le 28 septembre.

Le nouveau texte graverait dans la Constitution cantonale la

réalisation d'un contournement autoroutier de Genève par le lac. «Afin d'accélérer sa réalisation, un partenariat avec le secteur privé est envisagé parallèlement au financement prévu par la Confédération», stipule un alinéa. L'initiative prévoit aussi des mesures d'accompagnement visant à réaménager les rives, accroître l'efficacité des transports publics, favoriser la mobilité douce ou créer des nouveaux espaces publics.

Au PDC, l'approbation a été unanime. «Il faut proposer une alternative crédible à la traversée de la rade, faute de quoi la population risque de soutenir par dépit cette dernière», explique Sébastien Desfayes,

président du parti. Mais le débat a été plus vif au PLR, même si l'initiative et la décision de participer tout de suite à son lancement ont remporté de larges majorités parmi les quelque 90 membres présents.

Le partenariat avec le privé a suscité des doutes, parce qu'il risque de cristalliser les oppositions selon certains. Mais, pour le directeur de la CCIG, Jacques Jeannerat, c'est le «seul moyen d'accélérer» le projet, alors que la manne fédérale convoitée l'est aussi par d'autres cantons.

L'ex-conseiller d'Etat Mark Muller a pris position contre une initiative dont le succès dans les urnes n'est pas garanti, notamment parce que la région

Arve et Lac est traversée par le tracé et que son urbanisation est une condition de Berne pour soutenir cette infrastructure.

Le calendrier du lancement a lui aussi été débattu. Horace Gautier redoute un message brouillé: «Nous combattons la traversée de la rade voulue par l'UDC en la jugeant trop chère avec son coût de 1,2 milliard et on promeut un projet trois fois plus cher!» Mais pour d'autres, comme le député Daniel Zaugg, le parti montre ainsi sa cohérence: «Nous pourrions récolter des signatures durant la campagne et renforcer notre position en proposant une alternative à cette traversée de la rade que nous refusons.» **M.M.**

Cette ressource d'eau potable est protégée par le droit fédéral et par des accords internationaux. La conseillère fédérale Doris Leuthard s'est montrée catégorique en m'avertissant que Berne nous laisserait dépenser des millions en études mais ne nous permettrait jamais de lancer des travaux à travers la nappe que nous risquerions alors de souiller.»

Le ministre promet de maintenir la pression sur Berne pour lancer les travaux d'une traversée du lac à l'horizon 2025 déjà. Antonio Hodgers, son collègue à l'Aménagement, parle de la traversée de la rade comme d'un «projet en retard, trop proche du pont du Mont-Blanc, qui n'intègre pas les perspectives d'urbanisation».

**Démarche cavalière?**

Les élus n'outrepassent-ils pas leur obligation de réserve en période préélectorale? «Notre commune est spécialement touchée puisque toutes les accroches du projet se trouvent sur son sol», argue Sami Kanaan. En 2009, avant le vote sur la baisse d'impôt cantonale, la Ville de Genève avait été réduite au silence par la justice qui avait estimé qu'elle n'était pas plus affectée que d'autres communes. Qu'en dit le Conseil d'Etat? «La Ville nous a invités pour répondre à des questions, ce que nous faisons très volontiers», réplique Luc Barthassat.

Présidente de l'UDC, Céline Amaudruz goûte peu cette démonstration. «Les conseillers d'Etat font campagne alors qu'ils n'ont pas le droit de le faire, s'exclame la conseillère nationale. Quand on convoque la presse, on fait davantage que répondre à des questions! Ils craignent le succès de notre initiative, comme le PDC et le PLR, qui lancent une initiative cantonale sur une infrastructure qui est pourtant du ressort fédéral! (lire ci-contre, ndlr)». La présidente ne compte toutefois pas recourir à la justice.

Lire aussi en pages 3 et 19

**Notre nouveau dossier sur**  
www.traversee.tdg.ch

PUBLICITÉ

**Changez d'air : Annecy en 30 minutes par l'autoroute...**

... grâce au badge Liane Liber't disponible aussi pour nos clients suisses



www.liane-autoroute.com